

Le modèle social européen a-t-il résisté à la montée des inégalités ?

Inégalités et redistribution en Europe, 1980-2017

Thomas Blanchet, Lucas Chancel, Amory Gethin

Résumé

L'Europe est l'un des continents qui a le mieux résisté à la montée des inégalités de revenu observée dans le monde depuis le début des années 1980. Néanmoins, la croissance européenne a elle aussi été inégalitaire : entre 1980 et 2017, les 1% d'Européens les plus riches ont vu leur revenu moyen croître deux fois plus vite que celui des 50% les moins aisés. Cette montée des inégalités, visible dans la quasi-totalité des pays européens, s'est déployée dans un contexte de concurrence fiscale accrue entre États européens qui a miné la progressivité de l'impôt.

Jusqu'à présent, les institutions Européennes se sont focalisées sur la réduction des inégalités entre États Membres. Les écarts de revenu moyen expliquent pourtant une faible part des inégalités en Europe, qui résultent essentiellement des niveaux d'inégalités à l'intérieur des pays. Par conséquent, les politiques européennes peinent à promouvoir une croissance plus inclusive. Ainsi, le taux de pauvreté en Europe, de 21%, est aujourd'hui le même qu'au milieu des années 2000.

Si les inégalités en Europe sont significativement plus faibles qu'aux États-Unis, c'est largement parce que les politiques sociales et fiscales des États permettent une répartition plus égalitaire des revenus avant impôts, notamment grâce à des systèmes éducatifs et de santé plus égalitaires qu'outre-Atlantique. A l'avenir, si l'Union Européenne souhaite contenir la hausse des inégalités sur le continent, elle devra créer les conditions d'un financement pérenne et équitable des services publics, notamment via une fiscalité plus progressive sur les individus et les entreprises à l'échelle européenne.

Introduction

Alors que la mondialisation, le changement technologique et la montée des inégalités sont au cœur de l'actualité politique et économique, il n'est pas aisé d'y voir clair sur les écarts de revenu en Europe et leurs évolutions de long terme. Les institutions de l'Union Européenne se sont récemment engagées à suivre l'évolution des inégalités à l'intérieur des pays, via le Pilier des Droits Sociaux, adopté en 2017, ainsi que via les Objectifs du Développement Durable, adoptés en 2015 sous l'égide des Nations Unies. Cependant, l'UE ne dispose pas encore à l'heure actuelle d'outils permettant de mesurer systématiquement les dynamiques des revenus, de manière cohérente avec les chiffres de la croissance et de comparer les trajectoires nationales et régionales.

Pour la première fois, grâce à la mobilisation de données nouvelles et à un travail d'harmonisation combinant comptes nationaux (d'où proviennent les chiffres sur la croissance du produit intérieur brut), données fiscales et enquêtes auprès des ménages (voir [Encadré](#)), il devient possible d'étudier de manière systématique l'évolution des inégalités de revenu avant et après impôts en Europe depuis 1980, aussi bien entre pays européens qu'au sein des pays européens. Les débats sur la dette publique, les déséquilibres macroéconomiques ou la croissance peuvent désormais être étudiés à l'aune de leurs effets sur la répartition des revenus.

Qui sont les gagnants et les perdants de la croissance européenne des quarante dernières années ? Quel est le rôle joué par le rattrapage des pays les plus pauvres dans ces évolutions ? Comment ces dynamiques se comparent-elles à celles visibles aux États-Unis ?

Dans une nouvelle étude, "[How Unequal is Europe? Evidence from Distributional National Accounts, 1980-2017](#)"¹, nous apportons des éléments de réponse à ces questions. La base de données associée, publiée en libre accès sur [WID.world](#), permet également à tout un chacun de se renseigner sur l'évolution des inégalités eu-

ropéennes, ainsi que de se situer dans la distribution des revenus en Europe et dans le monde.

L'Europe depuis 1980 : une croissance captée par les plus riches ?

Convergence des revenus moyens : des résultats en demi-teinte

Les inégalités de revenu en Europe résultent de l'intersection de deux facteurs : les inégalités de revenu moyen entre pays européens, et les écarts de revenus entre individus au sein d'un même pays. Pour ce qui est de la convergence macroéconomique, qui est au cœur des politiques d'intégration économique promues par l'Union Européenne, les trajectoires de croissance des pays européens depuis 1980 affichent des résultats en demi-teinte. En 2017, en Bulgarie et en Roumanie, le revenu national moyen par adulte demeure inférieur à €20 000 par an, alors qu'il dépasse largement €40 000 dans les pays du Nord de l'Europe et atteint les €60 000 au Luxembourg ([Figure 1](#)).

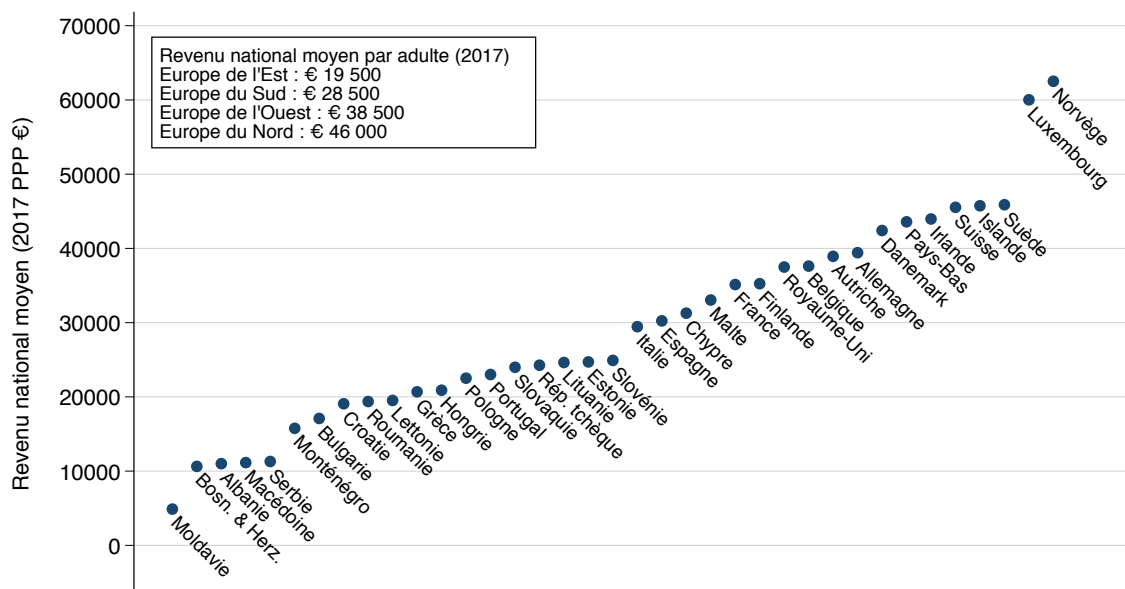
Alors que les pays pauvres d'Europe de l'Est ont vu leurs revenus nationaux croître plus vite qu'à l'Ouest depuis le début des années 2000, cette tendance n'est pour l'instant parvenue qu'à compenser les récessions associées à la transition des pays communistes au capitalisme au début des années 1990. En parallèle, on observe un décrochage des pays d'Europe du Sud — Espagne, Portugal, Grèce et Italie — par rapport au revenu moyen en Europe depuis la crise. Dans le même temps, les pays scandinaves, déjà aisés au début des années 1980, ont vu leurs revenus par adulte croître significativement plus vite que la moyenne continentale.

Une Europe des transferts... des pays pauvres vers les pays riches ?

Les politiques de convergence mises en place par l'Union Européenne ont-elles permis d'accélérer le rattrapage des pays pauvres (notamment de l'Est) depuis les années 2000 ? Une évaluation précise de ces politiques va au-

¹Voir [WID.world/europe2019](#).

Figure 1. Écarts de revenus moyens en Europe, 2017



Source : WID.world/europe2019. Interprétation : en 2017, le revenu national annuel moyen par adulte était d'environ €60 000 au Luxembourg.

delà du présent travail, mais les données mobilisées dans notre étude prennent en compte les dynamiques du revenu national, qui inclut les revenus nets provenant de l'étranger - contrairement au Produit Intérieur Brut (PIB) qui est aveugle à de tels transferts (voir [Encadré p.10](#)).

Or, il apparaît que les transferts nets de revenus entre pays de l'UE sont plus favorables aux pays riches qu'aux pays pauvres et ce même lorsque l'on prend en compte les contributions nettes des recettes des différents États au budget de l'UE.

Les transferts nets de revenus entre pays de l'UE demeurent plus favorables aux pays riches qu'aux pays pauvres

En effet, les flux de revenus nets entrant dans les pays de l'Est grâce au budget Européen (notamment au titre des politiques de cohésion) sont de l'ordre de 1% à 2% du PIB, alors que les flux sortants nets de ces pays

(essentiellement vers les pays riches de l'UE pour

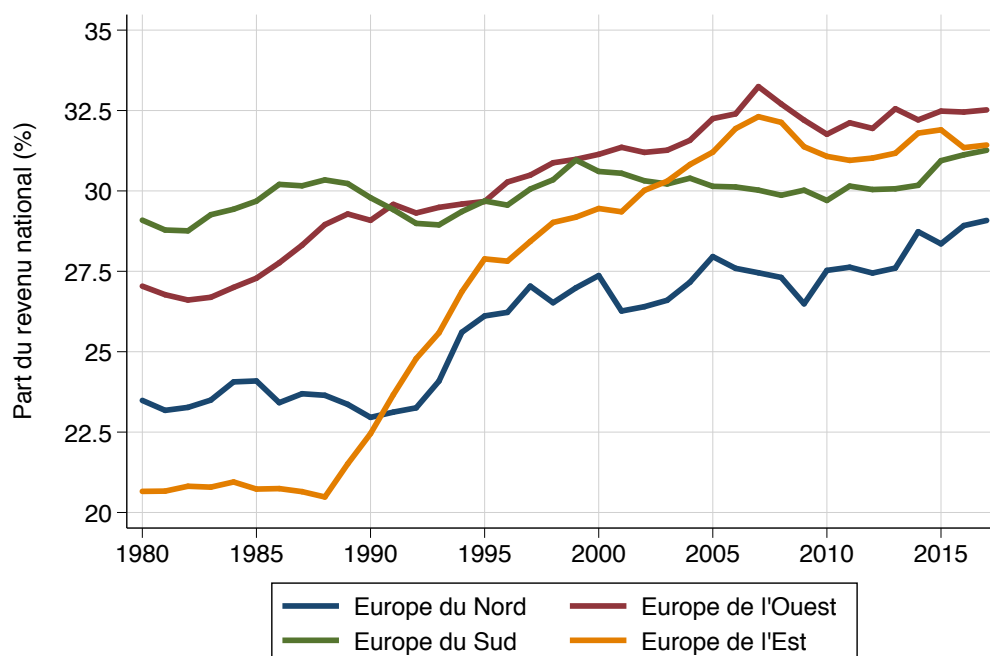
rémunérer les détenteurs de capitaux investis dans d'autres pays européens) sont de l'ordre de 2% à 5% du PIB chaque année². Si les investissements provenant de l'Ouest ont eu un impact positif sur la productivité des pays de l'Est, une partie des gains de productivité a été captée sous forme de profits par les investisseurs étrangers. L'impact réel de ces investissements sur les salaires devra donc être davantage étudiée.

Force est donc de constater toutefois que les outils de redistribution mis en place au sein de l'Union demeurent limités au regard du volume et de la direction des flux nets de revenus entre pays riches et pauvres dans l'UE. À titre de comparaison, l'Allemagne de l'Ouest avait dédié jusqu'à 4% de sa richesse produite chaque année au rattrapage des *Länder* de l'Est dans la période suivant la réunification.

Par ailleurs, si la politique régionale européenne a pu avoir des effets modérés sur la croissance des pays les

²Voir l'étude complète. Notons par ailleurs qu'il s'agit des revenus étrangers nets. Une analyse limitée aux revenus du capital serait encore plus défavorable aux pays de l'Est.

Figure 2. Part moyenne du revenu avant impôts captée par les 10% du haut, 1980-2017



Source : Calculs des auteurs à partir d'enquêtes, de données fiscales et des comptes nationaux. WID.world/europe2019.
Interprétation : entre 1980 et 2017, la part du revenu total captée par les 10% de citoyens les plus riches dans les pays d'Europe de l'Est est passée en moyenne de 20% à plus de 30%. Moyennes des pays pondérées par la population adulte.

plus pauvres³, elle ne garantit aucunement une croissance égalitaire au sein des régions bénéficiaires. Or, comme nous allons le voir, ce sont les inégalités entre individus, et non entre territoires, qui expliquent la plus grande part des écarts de revenus et de taux de croissance entre citoyens européens.

Une hausse généralisée des inégalités à l'intérieur des pays depuis 1980

Étudions dans un premier temps l'évolution des inégalités de revenu au sein de chaque pays européen. Dans la quasi-totalité des pays pour lesquels des données sont disponibles, on observe une hausse de la

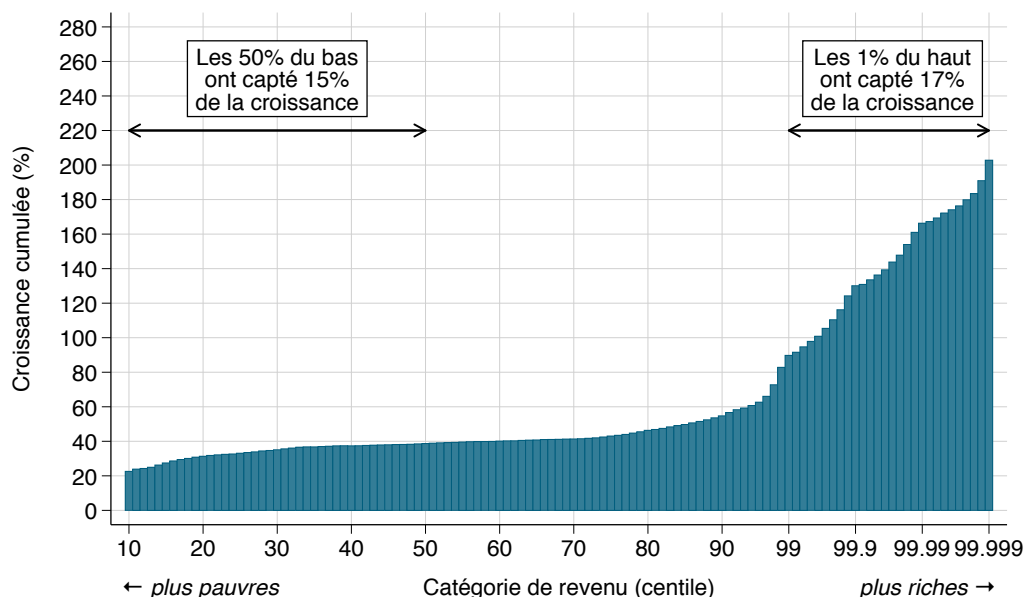
part du revenu national captée par les 10% des citoyens les plus aisés au cours des dernières décennies. Aucune région européenne n'a été épargnée par cette montée des inégalités, qui a été plus prononcée dans les années 1980 et 1990 (Figure 2).

L'accroissement des écarts de revenus a été particulièrement fort en Europe de l'Est, où les privatisations associées à la transition du socialisme au capitalisme ont bénéficié à une élite restreinte. Cette région était la moins inégalitaire d'Europe en 1980. Elle a aujourd'hui rejoint les niveaux d'inégalité de l'Europe de l'Ouest et du Sud.⁴ La hausse des inégalités a été en revanche beaucoup plus modérée en Europe du Sud, qui a connu sur la période un niveau d'inégalité élevé mais relativement

³Des études ont mis en évidence un effet dans les régions à capital humain élevé, mais sans impact significatif sur l'emploi. Voir par exemple Becker, S. O., Egger P. H. et von Ehrlich, M. (2013), "Absorptive capacity and the growth and investment effects of regional transfers: a regression discontinuity design with heterogeneous treatment effects", *American Economic Journal: Economic Policy*, 5(4): 29-77.

⁴Notons cependant que les inégalités en Europe de l'Est ont augmenté significativement moins qu'en Russie où la hausse a été extrême. Voir Novokmet, F., Piketty, T. et Zucman, G. (2018), "From Soviets to Oligarchs: Inequality and Property in Russia 1905-2017", WID.world Working Paper 2017-09.

Figure 3. Répartition de la croissance européenne, 1980-2017 : croissance du revenu avant impôts par centile



Source : Calculs des auteurs à partir d'enquêtes, de données fiscales et de données issues des comptes nationaux. WID.world/europe2019. Lecture : le revenu moyen des 0.001% d'européens les plus riches a augmenté de 200% entre 1980 et 2017.

plus stable.

Les inégalités ont également augmenté en bas de l'échelle des revenus. Entre 1980 et 2017, la quasi-totalité des pays européens ont échoué à atteindre l'objectif de développement durable 10.1 adopté par les Nations Unies en 2015 et donc par tous les pays de l'UE, qui requiert que les 40% d'individus les moins aisés voient leurs revenus augmenter plus vite que la moyenne nationale.

Dans la quasi-totalité des pays européens, on observe une hausse de la part du revenu captée par les 10% du haut depuis 1980.

Dans de nombreux pays, en particulier au Sud et à l'Est de l'Europe, la pauvreté relative s'est étendue à un nombre croissant de citoyens. Dans des cas extrêmes comme en Grèce, en Italie ou dans certains pays d'ex-Yougoslavie, la

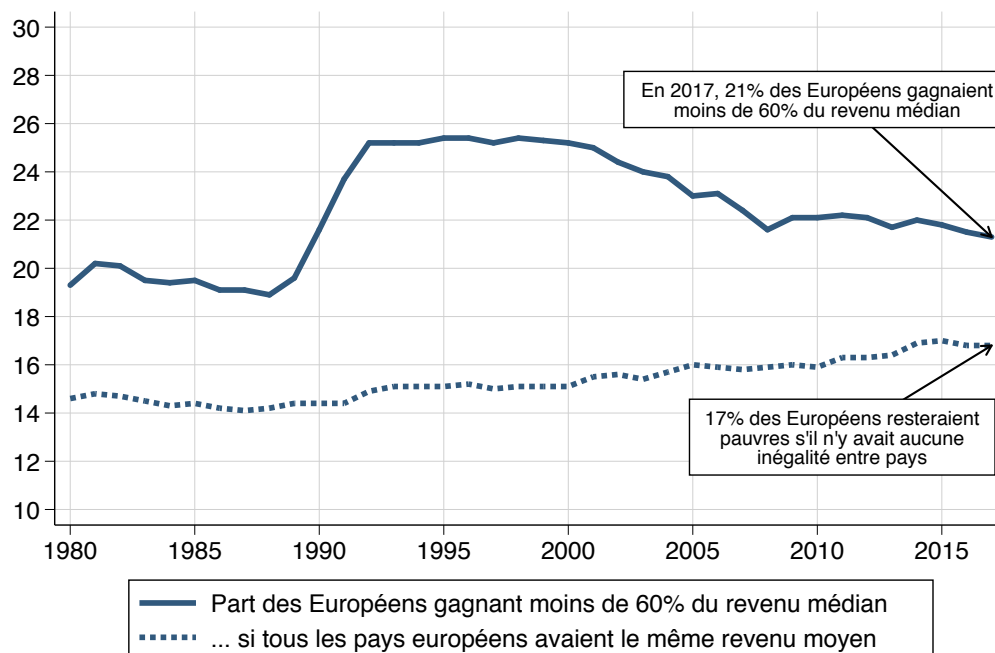
montée des inégalités a été concomitante d'une croissance faible. La hausse des revenus des plus riches est alors allée de pair avec une baisse du revenu moyen des 50% du bas en termes réels.

La crise économique de 2007-2008 a eu des effets ambigus sur les inégalités. Dans les pays du Sud et de l'Est de l'Europe, la montée du chômage et de l'insécurité de l'emploi a été associée à une hausse de la pauvreté relative, tandis que dans certains pays d'Europe de l'Ouest et du Nord, comme l'Islande ou le Royaume-Uni, elle a frappé davantage les hauts revenus⁵.

De manière générale, cependant, la crise n'a pas inversé la tendance observée depuis 1980 : dans la plupart des pays européens, on observe plutôt une stabilisation des inégalités de revenu depuis 2010 à des niveaux plus élevés qu'en 1980.

⁵En Islande, ce résultat est largement dû aux politiques de sortie de crise, qui ont largement mis à contribution les détenteurs de capitaux.

Figure 4. Taux de risque de pauvreté en Europe, 1980-2017



Source : Calculs des auteurs à partir d'enquêtes, de données fiscales et de données issues des comptes nationaux. Voir WID.world/europe2019. Interprétation : entre 1980 et 2017, la proportion d'adultes vivant avec moins de 60% du revenu après impôts médian européen a augmenté de 20% à 21%.

Une hausse des inégalités entre citoyens européens

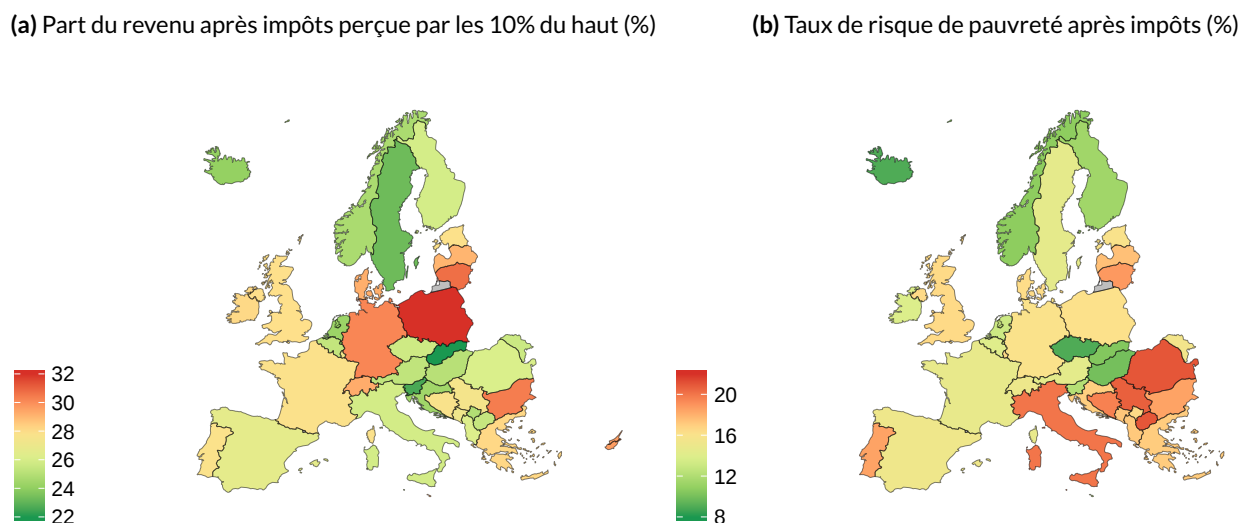
La montée des inégalités à l'intérieur des pays, combinée à l'absence d'une véritable convergence des revenus moyens entre pays au cours des dernières décennies s'est traduite en une hausse des inégalités entre citoyens européens depuis 1980. Cette hausse s'explique presque entièrement par l'évolution des inégalités à l'intérieur des pays. Un exercice simple permet de s'en convaincre : en supposant une égalité parfaite entre individus à l'intérieur des pays européens et des écarts de revenu moyens entre pays tels qu'observés dans la réalité, on obtiendrait un niveau d'inégalités entre citoyens européens quasiment stable depuis 1980. Inversement, si l'on supposait des revenus moyens identiques dans tous les pays européens, cela n'aurait qu'un faible impact sur le niveau d'inégalité entre citoyens européens. En effet, la part du revenu total captée par les 10% les plus riches européens

est aujourd'hui d'environ 34% et cette part resterait supérieure à 30% si les revenus moyens des pays européens convergeaient parfaitement.

Pour les 80% du bas de la distribution des revenus européens, le taux de croissance a été d'environ 40% sur trente-sept ans (Figure 3). Au sommet de la distribution, parmi les 0.001% d'Européens les plus riches, la croissance a avoisiné les 200% – soit un taux cinq fois plus élevé qu'en bas. Les 1% les plus riches ont eux vu leurs revenus croître deux fois plus rapidement que la moyenne et ont capté une part de la croissance similaire à celle captée par les 50% du bas.

Le revenu des 0.001% d'Européens les plus riches haut a crû cinq fois plus rapidement que celui des 80% du bas depuis 1980

Figure 5. Inégalités et pauvreté en Europe, 2017



Source : Calculs des auteurs à partir d'enquêtes, de données fiscales et de données issues des comptes nationaux. Voir WID.world/europe2019.
Interprétation : la part du revenu national avant impôts perçue par les 10% les plus aisés est particulièrement élevée en Pologne, en Allemagne et en Irlande. En revanche, la part d'individus vivant sous le seuil de pauvreté (soit moins de 60% du revenu médian) est plus élevée en Italie, en Roumanie et en Serbie.

Le taux de pauvreté en Europe n'a pas baissé depuis la crise

Alors que les citoyens les plus aisés ont vu leurs revenus croître plus vite que le reste de la population européenne, la pauvreté a légèrement augmenté entre 1980 et le milieu des années 2000, puis est restée stable depuis la crise (Figure 4). Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, la part de la population adulte vivant avec moins de 60% du revenu médian européen est passée de 20% à 25%, du fait de l'effet combiné de récessions et d'une hausse des inégalités dans les pays de l'Est.

Après une décennie de stagnation, le taux de pauvreté a de nouveau baissé au début des années 2000, dans un contexte de plus grande intégration européenne et de croissance plus inclusive. La crise a mis fin à cette courte période de réduction de la pauvreté en Europe : depuis 2008, entre 21% et 22% des citoyens européens sont en situation de pauvreté.

La pauvreté est légèrement plus sensible que les inégalités à des écarts de revenu moyen entre pays, mais

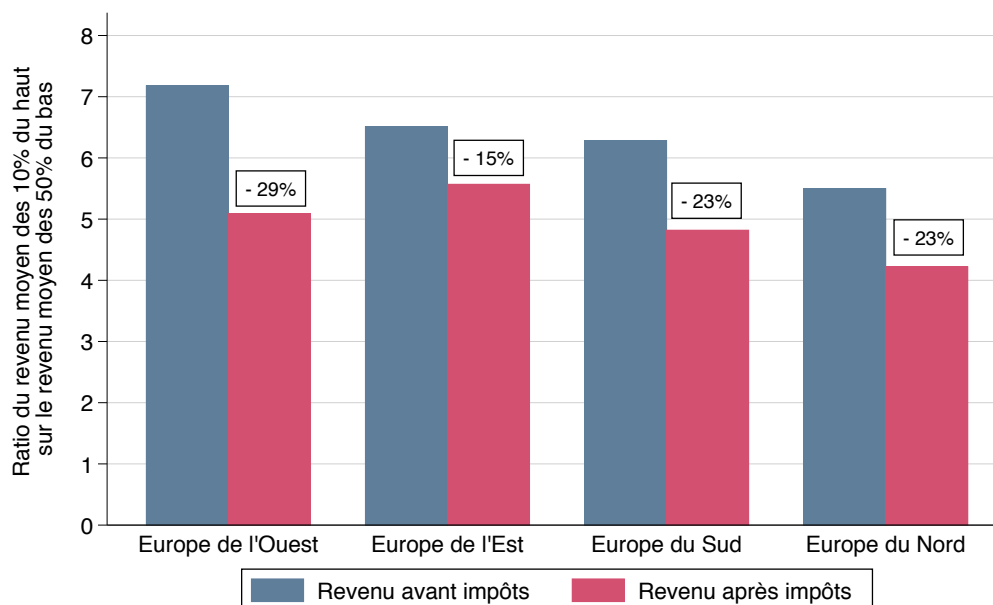
il n'en reste pas moins que la convergence des revenus moyens serait, une fois encore, largement insuffisante pour éradiquer la pauvreté sur le vieux continent. Si tous les pays européens convergeaient en termes de revenu par adulte, le taux de pauvreté ne baisserait aujourd'hui que de 21% à 17%. De plus, du fait de la hausse progressive de la pauvreté dans de nombreux pays européens, l'égali-sation des revenus moyens est devenue de plus en plus inefficace pour réduire la pauvreté.

Redistribution : des systèmes sociaux hétérogènes

Pauvreté au Sud et à l'Est, prospérité des hauts revenus à l'Ouest ?

Si les écarts de revenu ont augmenté dans une majorité de pays européens au cours des quarante dernières années, la diversité des modèles sociaux et des structures économiques jouent aujourd'hui un rôle fondamental pour expliquer des différences nationales qui demeurent importantes. En particulier, on peut distinguer

Figure 6. Inégalités avant et après impôts en Europe



Source : Calculs des auteurs à partir d'enquêtes, de données fiscales et de données issues des comptes nationaux. Voir WID.world/europe2019. *Interprétation* : le système de taxation et de transferts sociaux réduit les inégalités (le ratio entre les revenus moyens des 10% les plus aisés et ceux des 50% les plus modestes) de 15% en moyenne dans les pays d'Europe de l'Est.

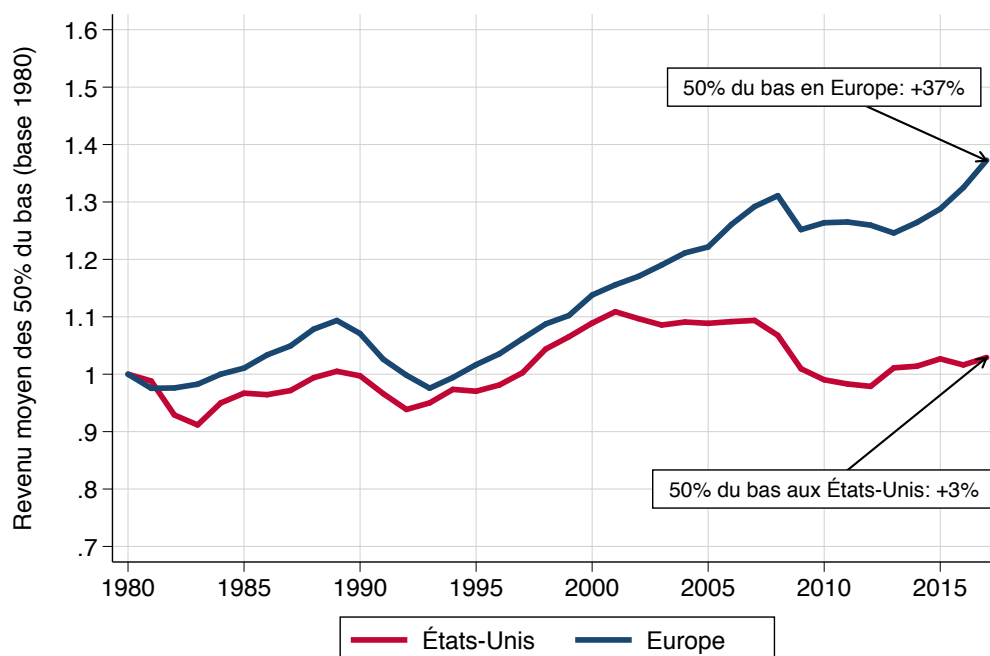
inégalités au sommet de la distribution et pauvreté, deux dimensions qui sont souvent associées mais ne se recoupent pas toujours complètement.

C'est dans les pays européens aux niveaux de développement les plus faibles, en Europe du Sud et dans les Balkans, que la pauvreté relative est aujourd'hui la plus marquée (Figure 5). Ces pays combinent notamment des niveaux faibles d'éducation et de formation continue, une absence marquée de législation protégeant les travailleurs et des secteurs informels souvent importants. De l'autre côté du spectre, c'est en Europe du Nord, en Europe centrale (République tchèque, Slovaquie, Autriche, Hongrie) et en Europe de l'Ouest (France, Belgique, Luxembourg) qu'on observe les taux de pauvreté les plus faibles. Ces pays se caractérisent généralement par des mécanismes efficaces de redistribution, des systèmes de transferts sociaux généreux ainsi que des règles plus strictes de protection sociale et de régulation des salaires.

En ce qui s'agit des inégalités en haut de l'échelle des revenus, les groupes régionaux sont moins clairs. C'est en Pologne, en Allemagne, dans les pays Baltes et en Bulgarie que la part du revenu national après impôts perçue par les 10% les plus aisés est la plus élevée, tandis que cette part est plus faible dans les pays scandinaves. La progressivité fiscale joue ici un rôle important. En France, par exemple, la générosité des transferts sociaux a permis de maintenir la pauvreté à un niveau parmi les plus bas d'Europe. Cependant, l'importance des taxes indirectes et le faible poids de l'impôt progressif sur le revenu conduisent à une régressivité de l'impôt au sommet de la distribution.⁶

⁶Pour une analyse détaillée de la progressivité fiscale en France, voir Bozio, A., Garbinti, B., Goupille-Lebret, J., Guillot, M. et Piketty, T., "Inequality and redistribution in France, 1990-2018: evidence from post-tax distributional national accounts (DINA)", WID.world working paper 2018/10.

Figure 7. Croissance des 50% du bas en Europe et aux États-Unis, 1980-2017



Source : Calculs des auteurs à partir d'enquêtes, de données fiscales et de données issues des comptes nationaux. Voir WID.world/europe2019. Interprétation : entre 1980 et 2017, le revenu moyen avant impôts des 50% les plus modestes en Europe a augmenté de 37% alors qu'il n'a augmenté que de 3% aux États-Unis.

Une redistribution des revenus plus faible en Europe de l'Est

La distribution des revenus avant impôts et aides sociales demeure le principal déterminant des inégalités de revenu après impôts. Cela n'empêche pas une certaine diversité des degrés de redistribution entre les pays Européens. Ainsi, les citoyens Européens les plus pauvres sont sur-représentés dans les pays de l'Est et cela est d'autant plus vrai lorsque l'on s'intéresse aux revenus après impôts. En effet, c'est à l'Est que la redistribution est la plus faible : l'écart de revenu entre les 10% les plus riches et les 50% les plus pauvres y diminue en moyenne de 15% après la prise en compte des impôts et des aides sociales. Ce même écart est de 29% en Europe de l'Ouest et de 23% en Europe du Sud et du Nord. Ainsi, les pays d'Europe de l'Ouest se retrouvent en moyenne avec des niveaux d'inégalité après impôts plus faibles que ceux de l'Europe de l'Est malgré un niveau d'inégalité

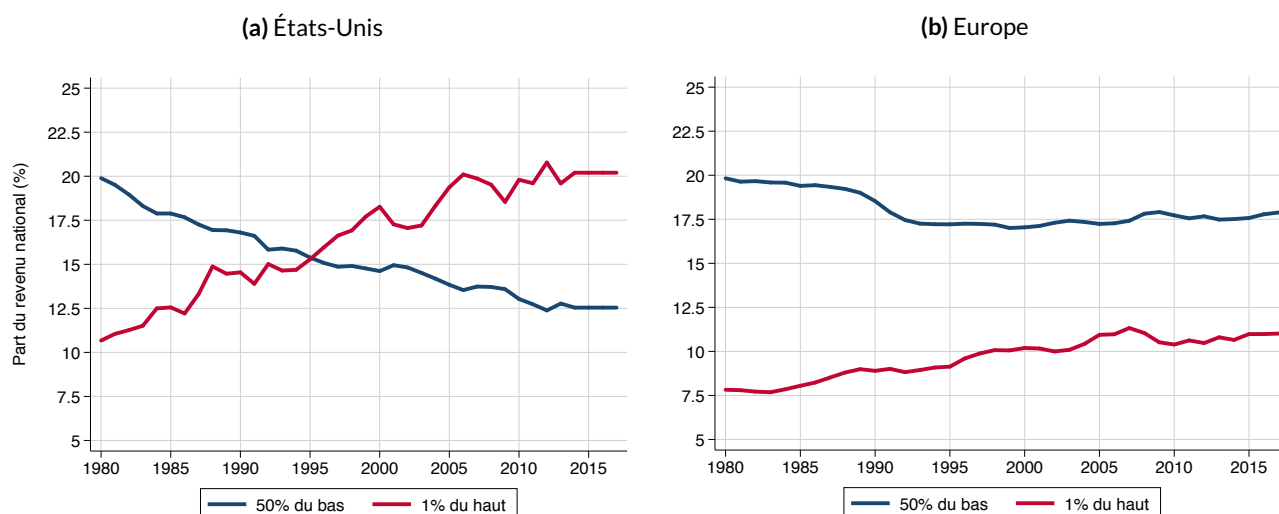
avant impôts plus élevé. Cela s'explique notamment par une plus faible progressivité de la taxation à l'Est, où plusieurs pays ont adopté un impôt à taux unique (Estonie, Lituanie, Lettonie, Slovaquie, Roumanie) ne permettant pas de réduire les inégalités au sommet de la distribution.

L'Europe a mieux résisté que les États-Unis à la montée des inégalités

Plus forte croissance pour les classes populaires, moindre croissance au sommet

Si les inégalités ont augmenté en Europe, il convient de nuancer ce propos au regard des évolutions observées outre-Atlantique. Depuis 1980, le revenu moyen avant impôts des 50% les plus modestes en Europe a augmenté de 37% (Figure 7), alors que sur la même période,

Figure 8. Inégalités en Europe et aux États-Unis : part du revenu perçue par les 50% du bas vs. les 1% du haut



Source : WID.world. Calculs des auteurs à partir d'enquêtes, de données fiscales et de données issues des comptes nationaux. *Interprétation* : entre 1980 et 2017, la part du revenu national avant impôts perçue par les 1% les plus aisés a augmenté de 10% à 20% aux États-Unis.

le revenu des 50% les plus modestes aux États-Unis a stagné. Inversement, au sommet de la distribution des revenus étasunienne (au sein des 0.01% les plus aisés), la croissance a été supérieure à 300%, un chiffre deux fois plus élevé qu'en Europe.

Par rapport au modèle de croissance des États-Unis, les modèles européens ont donc davantage permis une progression des revenus des classes moyennes et populaires, malgré des taux de croissance des revenus moyens et des revenus au sommet plus faibles sur la période considérée.

Entre 1980 et 2017, le revenu moyen des 50% les plus modestes en Europe a augmenté de 40% alors qu'il a stagné aux États-Unis.

demeurent beaucoup plus faibles en Europe (Figure 8). Aux États-Unis, les 1% de citoyens les plus aisés perçoivent 20% du revenu national avant impôts, alors

que les 50% les plus modestes n'en reçoivent que 12.5%. C'est l'inverse en Europe, où la part du revenu des 50% du bas atteint 18% alors que celle du centile supérieur ne dépasse pas 11%.

Cette divergence de trajectoires mérite une attention toute particulière car, dans une certaine mesure, l'Europe a été confrontée aux mêmes révolutions technologiques que les États-Unis, ainsi qu'à des évolutions similaires du commerce international, avec notamment une compétition accrue sur les emplois peu qualifiés du secteur manufacturier. Ces deux facteurs sont régulièrement mis en avant pour expliquer l'évolution des inégalités à l'intérieur des pays riches. Or, de telles différences d'évolutions des inégalités de revenus suggèrent que cette explication est largement insuffisante. La hausse des inégalités apparaît davantage le produit de choix politiques et d'arrangements institutionnels (qualité du système public en matière de santé ou de formation, progressivité de l'impôt, poids des syndicats dans les négociations salariales, etc.) plutôt que le résultat mécanique de la libéralisation des flux de marchandises ou de l'automatisation et digitalisation des appareils productifs.

Encadré : Mesurer les inégalités de revenu en Europe

Revenus avant et après impôts, de quoi parle-t-on ?

L'étude "How Unequal is Europe? Evidence from Distributional National Accounts, 1980-2017" co-écrite par Thomas Blanchet, Lucas Chancel et Amory Gethin, analyse la dynamique des inégalités avant et après impôt dans 38 pays européens. Le concept central de notre analyse est le revenu national. Il s'agit du produit intérieur brut auquel sont ajoutés les revenus nets provenant de l'étranger (lorsqu'un Belge détient une entreprise en France, les revenus du capital de cette entreprise doivent être comptés en Belgique) et auquel on retire les sommes nécessaires pour remplacer l'appareil productif (routes, machines, ordinateurs) devenu obsolète et qui ne constitue donc pas une source de revenu.

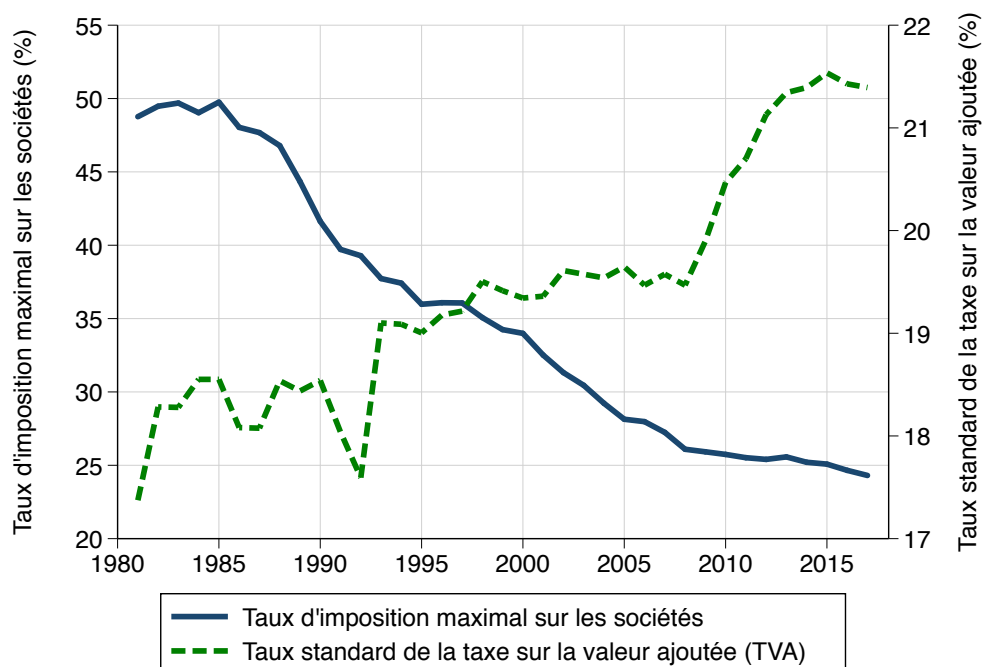
Le revenu national avant impôt est défini comme l'ensemble des revenus perçus par un individu avant le paiement d'impôts directs sur les revenus et les patrimoines des individus, avant la distribution des aides sociales, mais après l'opération du système d'assurance sociale. Il s'agit donc d'un revenu mesuré après opération du système de retraites et d'assurance chômage, qui représentent la plus grande partie de la redistribution monétaire en Europe ou aux États-Unis. En France, comme dans la majorité des pays, le revenu avant impôt est donc très proche du revenu imposable. Il inclut toutefois certains revenus exemptés d'impôts, ainsi que des revenus qui font partie de la croissance au sens des comptes nationaux sans pour autant apparaître directement sur les comptes bancaires des individus. Il s'agit en particulier des loyers imputés, qui correspondent au loyer que les propriétaires de leur logement se payent implicitement à eux-mêmes. Il inclut aussi les bénéfices non-distribués des entreprises, qui constituent une source de revenu indirect pour les détenteurs d'actions, qui n'apparaît ni dans les enquêtes réalisées auprès des ménages ni dans les déclarations fiscales, pourtant, il s'agit bien de revenus qui enrichissent les détenteurs d'action et qui entrent en compte dans le calcul de la croissance économique.

Mobiliser toutes les données disponibles sur les inégalités de revenu en Europe

Pour mesurer les inégalités de revenu en Europe, plusieurs sources de données sont disponibles. Les données d'enquête, traditionnellement utilisées par les instituts statistiques – et notamment par l'office européen de statistiques, Eurostat – sont des sources précieuses. Cependant, elles ne permettent pas de suivre de manière fiable les plus hauts revenus, qui y sont régulièrement sous-évalués. Les enquêtes sont aussi parfois difficilement comparables entre pays, et ne prennent pas en compte la totalité des revenus générés dans l'économie.

Notre étude s'inscrit dans le cadre de la méthodologie DINA (Distributional National Accounts), dont l'objectif consiste à distribuer l'ensemble du revenu au sens des comptes nationaux afin d'obtenir des estimations des inégalités qui sont cohérentes avec les chiffres de la croissance macroéconomique et comparables entre les pays. Dans ce but, le World Inequality Lab a dans un premier temps harmonisé l'ensemble des enquêtes disponibles sur les revenus (en utilisant notamment les données de la *Luxembourg Income Study* et des *European Statistics on Income and Living Conditions*, mais aussi de nombreuses autres sources disponibles). L'étude développe une nouvelle approche statistique pour corriger ces données d'enquête à l'aide de données sur les taxes, ce afin de suivre finement l'évolution des plus hauts revenus. Nous utilisons également les comptes nationaux, qui représentent le standard en matière de comparaison des revenus entre pays. La combinaison de ces différentes sources repose sur un important travail d'harmonisation, effectué de manière totalement transparente (l'ensemble des codes informatiques est disponible en ligne) et systématique.

Figure 9. Évolution du taux d'impôt sur les sociétés et de la TVA dans l'UE, 1980-2017



Source : WID.world/europe2019. Calcul des auteurs sur la base de données de la Commission Européenne et de l'OCDE.
Interprétation : entre 1981 et 2017, le taux moyen d'imposition maximal sur les sociétés dans l'Union Européenne a baissé d'environ 50% à 25%.

L'écart entre Europe et États-Unis résulte des inégalités de revenus avant impôt

Les nouveaux résultats obtenus dans l'étude nous permettent de mieux comprendre les déterminants des divergences entre Europe et États-Unis. Ces divergences s'expliquent essentiellement par une hausse des inégalités avant impôts, qui a été beaucoup plus marquée aux États-Unis. En effet, le revenu moyen des 10% du haut était 8.5 fois supérieur à celui des 50% du bas aux États-Unis en 1980. Cet écart est passé à plus de 20 en 2017. En Europe, en revanche, le même indicateur n'a augmenté que de 8 à 10 sur la même période.

Concernant les inégalités après impôts, l'écart est passé de 6 à 12 aux États-Unis entre 1980 et 2017 et de 7 à 8 en Europe. Les systèmes nationaux de taxation et de transferts sociaux n'ont donc pas permis de contenir la hausse des inégalités, ni aux États-Unis ni en Europe,

mais le système fiscal étasunien permet davantage de réduire les niveaux extrêmes d'inégalités de la société américaine (à l'exception du sommet de la distribution où la fiscalité demeure plus progressive en Europe).

Ce sont l'ensemble des mécanismes assurant une répartition plus juste des revenus avant impôts qui ont permis à l'Europe de résister à l'explosion des inégalités

Les dépenses sociales, qui regroupent les dépenses d'éducation, de santé, de retraites et les autres transferts sociaux, demeurent nettement plus élevées en Europe qu'aux États-Unis – soit 25-28% du PIB en Europe continentale, du Sud ou du Nord contre 19% aux États-Unis. Par ailleurs, l'accès à la santé et à l'éducation est généralement plus égalitaire en Europe qu'aux États-Unis, notamment via la gratuité ou le plus faible coût des soins et des formations en Europe, ce qui contribue

à une meilleure répartition des revenus avant impôts.

D'autres dynamiques importantes permettent d'expliquer la croissance des revenus en bas de l'échelle. Le salaire minimum est par exemple passé de 42% à 24% du salaire moyen aux États-Unis entre 1980 et aujourd'hui. La dynamique a été inverse dans de nombreux pays européens, où le salaire minimum s'est maintenu à un niveau élevé (comme en France, autour de 50% du salaire moyen) ou bien a été introduit à un niveau élevé depuis 1980 (comme au Royaume-Uni dans les années 1990 ou en Allemagne plus récemment).

Concernant les inégalités après impôts, l'Europe peut mieux faire

La logique de concurrence fiscale entre États membres a contribué à réduire la progressivité de nombreux impôts en Europe au cours des dernières décennies. Ainsi, le taux supérieur d'imposition des sociétés est passé de près de 50% au début des années 1980 à 25% aujourd'hui. Le taux marginal supérieur d'impôt sur le revenu a lui aussi baissé dans la plupart des pays européens.

La concurrence fiscale pousse aujourd'hui les États à recourir davantage à la taxation indirecte, qui pèse avant tout sur les classes moyennes et populaires.

En parallèle, la TVA, qui pèse de manière disproportionnée sur les bas revenus, a augmenté en moyenne de plus de trois points depuis le début des années 1980 (Figure 9). De telles évolutions limitent la capacité des États à mettre à contribution les gagnants de la croissance

européenne et font de plus en plus reposer le financement des services publics sur les classes moyennes et populaires. La nouvelle base de données sur laquelle repose cet article permettra à l'avenir de chiffrer précisément les pertes de revenu pour les classes populaires et moyennes liées à l'absence d'harmonisation fiscale en Europe⁷.

Conclusion

Si l'Europe a réussi à contenir la hausse des inégalités depuis 1980 davantage que d'autres régions du monde (à commencer par les États-Unis), les écarts de revenus avant et après impôts ont tout de même augmenté dans une grande majorité de pays européens, ce qui a entraîné une hausse des inégalités de revenus entre citoyens européens.

Alors que les politiques européennes ont jusqu'ici été focalisées sur la convergence des niveaux de revenu moyens entre pays ou entre régions en Europe, l'étude systématique des inégalités de revenu en Europe montre que le niveau d'inégalités entre citoyens européens est presque entièrement déterminé par les inégalités à l'intérieur des pays.

Ainsi, si l'Union Européenne souhaite contenir la hausse des inégalités à l'avenir, elle devra aider davantage les États membres dans leurs politiques de réduction des inégalités. Cela passe notamment par la mise en place de politiques fiscales communes afin d'arrêter la course à la régressivité de l'impôt dans laquelle se sont lancés les États membres depuis trois décennies. La mise en place d'impôts communs sur les revenus, les patrimoines ou les entreprises permettrait non seulement de relever le niveau de progressivité fiscale en Europe (dans l'ensemble plus faible qu'aux États-Unis) mais aussi de financer de manière progressive le niveau élevé des dépenses sociales européennes, qui joue un rôle primordial dans la réduction des inégalités avant impôt.

⁷Des travaux sont en cours sur ces questions au World Inequality Lab et semblent indiquer des pertes de revenu conséquentes pour les classes moyennes et populaires liées à l'absence de coopération fiscale.

Où vous situez-vous dans la distribution des revenus en Europe ?

Le comparateur de revenus WID.world disponible en ligne (<https://wid.world/simulator>) utilise les données mobilisées dans notre étude et permet de se positionner dans l'échelle des revenus de n'importe quel pays européen, ainsi que dans la distribution des revenus à l'échelle européenne et dans le monde.

À titre d'exemple, avec un revenu net mensuel de €2000 et sans autre source de revenus, un adulte vivant seul fait partie des 48% de Français les plus aisés. Au niveau européen, ce revenu correspond aux 31% d'adultes les plus riches – en parité de pouvoir d'achat, c'est-à-dire en prenant en compte les différences de coûts de vie entre pays. Au niveau mondial, l'individu fait partie des 15% les plus aisés en parité de pouvoir d'achat. En France, il faut dépasser les €11 650 par mois pour faire partie du top 1%, un seuil proche de celui qu'il faut atteindre pour faire partie des 1% d'européens aux revenus les plus élevés, soit €11 350.

Tableau 1. Comparateur de revenu

Revenu mensuel net pour un adulte (€)	Position dans la distribution		
	en France	en Europe	dans le Monde
1000	20% du bas	33% du bas	30% du haut
2000	48% du haut	31% du haut	15% du haut
3000	22% du haut	14% du haut	8% du haut
5000	7% du haut	6% du haut	4% du haut
10000	2% du haut	2% du haut	1% du haut

🔗 Découvrez votre position dans la distribution des revenus sur <https://wid.world/simulator>.

Le Laboratoire sur les inégalités mondiales

Le Laboratoire sur les inégalités mondiales (*World Inequality Lab*) a pour but de promouvoir la recherche portant sur la dynamique de répartition des revenus et des patrimoines au niveau mondial. Sa mission principale est de mettre à jour et d'élargir la World Inequality Database. Il a également pour rôle d'élaborer des rapports et des documents de travail relatifs aux inégalités abordant des problématiques de fond et de méthodologie. Le Laboratoire sur les inégalités mondiales regroupe une vingtaine de chercheurs, assistants de recherche et chargés de mission basés à l'Ecole d'économie de Paris. Il est supervisé par le même comité exécutif que la base de données WID.world. Le Laboratoire travaille en étroite collaboration avec le vaste réseau international (plus de cent chercheurs couvrant près de soixante-dix pays) qui participe à cette base de données.

Adresse :

Laboratoire sur les inégalités mondiales / World Inequality Lab (WIL)

48 bd Jourdan

75014 Paris

Site internet : <http://wid.world>.

Contact media : olivia.ronsain@wid.world — (+33) 7 63 91 81 68